

COMMUNE DE FERREYRES



Règlement communal sur la protection du patrimoine arboré

Table des matières

CHAPITRE 1 – DISPOSITIONS GENERALES	2
Art. 1 But	2
Art. 2 Droit applicable.....	2
Art. 3 Définition du patrimoine arboré.....	2
Art. 4 Champ d’application.....	4
Art. 5 Compétences	4
CHAPITRE 2 - DEROGATIONS A LA CONSERVATION DU PATRIMOINE ARBORE	5
Art. 6 Suppression, abattage ou élagage	5
Art. 7 Autorisation de suppression et d’élagage et procédure	5
Art. 8 Arbres dangereux, morts ou secs, endommagés ou tombés lors d’événements naturels	6
Art. 9 Plantation compensatoire.....	6
Art. 10 Mesures de compensation alternatives	6
Art. 11 Exécution et surveillance des plantations compensatoires et des mesures alternatives.....	7
CHAPITRE 3 – ABATTAGES, SUPPRESSIONS ILLICITES	7
Art. 12 Abattages, suppressions illicites	7
CHAPITRE 4 – ENTRETIEN ET DEVELOPPEMENT DU PATRIMOINE ARBORE	7
Art. 13 Entretien	7
Art. 14 Développement du patrimoine arboré dans l’espace bâti et la zone à bâtir	8
Art. 15 Développement du patrimoine arboré dans les surfaces agricoles.....	8
CHAPITRE 5 – TAXE COMPENSATOIRE ET FONDS DE DEVELOPPEMENT DU PATRIMOINE ARBORE	8
Art. 16 Taxe compensatoire.....	8
Art. 17 Utilisation du fonds de développement du patrimoine arboré	9
Art. 18 Dissolution.....	9
CHAPITRE 6 - RECOURS ET SANCTIONS	9
Art. 19 Recours	9
Art. 20 Sanctions.....	9
CHAPITRE 7 – DISPOSITIONS FINALES	9
Art. 21 Dispositions d’application.....	9
Art. 22 Dispositions finales.....	10
Art. 23 Abrogation	10
Art. 24 Entrée en vigueur	10

Le Conseil général de Ferreyres

vu :

- la loi du 28 février 1956 sur les communes (LC) ;
- la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux (LCom) ;
- la loi du 30 août 2022 sur la protection du patrimoine naturel et paysager (LPrPNP) et son règlement d'application du 29 mai 2024 (RLPrPNP) ;

édicte :

CHAPITRE 1 – DISPOSITIONS GENERALES

Art. 1 But

¹ Le présent règlement a pour but de protéger et assurer le développement et le renouvellement du patrimoine arboré.

² Il contribue à :

- a. offrir un cadre paysager et de vie de qualité ;
- b. atténuer les effets du changement climatique ;
- c. conserver les espèces animales et végétales indigènes ;
- d. mettre en réseau les milieux naturels.

³ Il précise les conditions de suppression et d'élagage excédant l'entretien courant et celles de remplacement ou de compensation.

Art. 2 Droit applicable

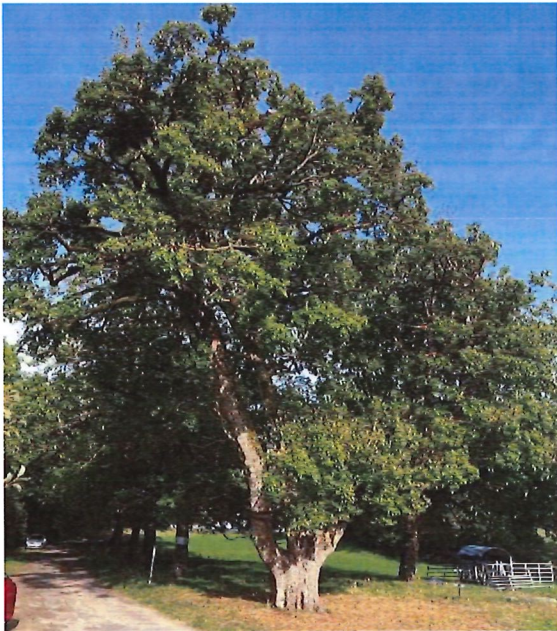
¹ Le présent règlement est fondé sur l'art. 14 al. 2 de la loi du 30 août 2022 sur la protection du patrimoine naturel et paysager (LPrPNP¹), les art. 15 à 21 et annexes 3 et 4 de son règlement d'application du 29 mai 2024 (RLPrPNP²).

Art. 3 Définition du patrimoine arboré

¹ Est considéré comme patrimoine arboré les arbres, les allées d'arbres, les cordons boisés, les bosquets, les haies vives, les buissons, les vergers et fruitiers haute tige, non soumis à la législation forestière (art. 3 al. 10 LPrPNP).

¹ BLV 450.11

² BLV 450.11.1



A gauche, arbre isolé ; à droite : arbre remarquable (chêne de Morrens)



A gauche, allée d'arbres ; à droite, haies



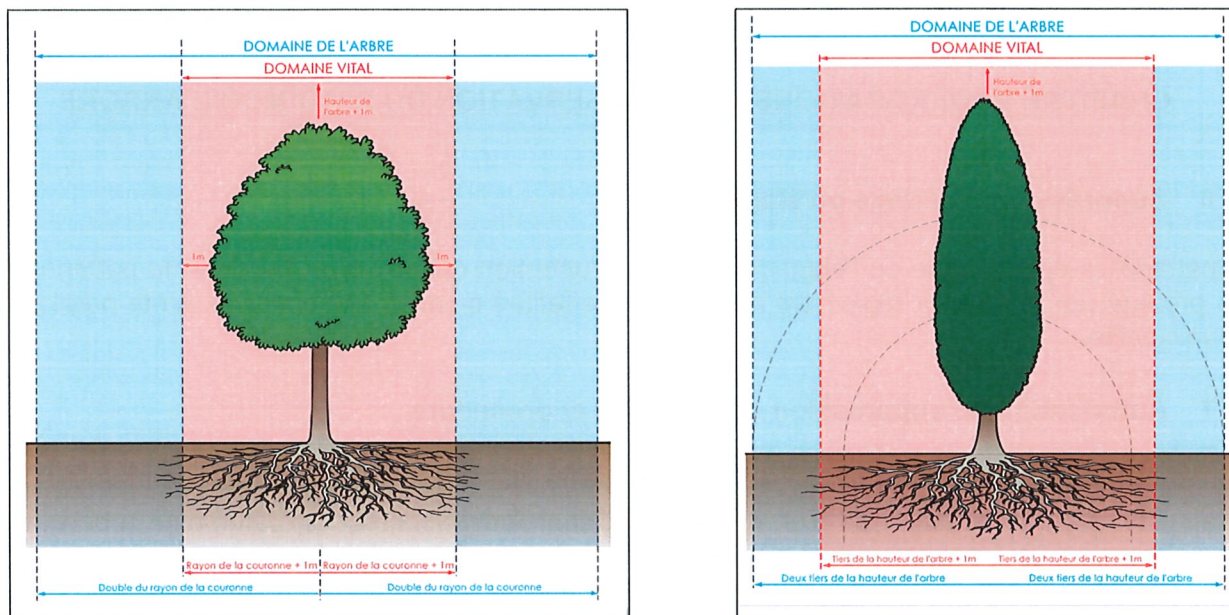
A gauche, verger ; à droite, arbre fruitier haute tige

Art. 4 Champ d'application

¹ Sont protégés par le présent règlement :

- Les arbres d'une circonférence supérieure ou égale à 40 cm mesurée à 1 m du sol (annexe 3 RLPrPNP), qu'ils soient indigènes ou pas, isolés ou en allées, dans des cordons boisés, des bosquets, des haies ou des vergers ;
- Les plantations compensatoires quelle que soit leur circonférence ;
- Les bosquets d'une surface inférieure à 800 m² ;
- Toutes les haies vives ;
- Dans la zone agricole, le patrimoine arboré non inscrit comme agroforesterie.

² La protection des éléments individuels s'étend aussi à leur domaine vital correspondant à la zone d'extension de leurs racines.



*Illustration du domaine de l'arbre et de son domaine vital*³

³ La protection s'applique aussi bien sur le domaine privé que public.

⁴ Ne sont pas protégés :

- Les espèces ligneuses qui appartiennent à la liste des organismes exotiques envahissants figurant en annexe 1 du présent règlement;
- Les éléments d'agroforesterie enregistrés dans le système d'information agricole⁴ ;
- Les buissons d'ornement non indigènes (haies monospécifiques ou non indigènes, art. 14 al. 1 LPrPNP), par exemple thuya, chèvrefeuille du Japon, laurier du Portugal ;
- les arbres de vergers de production basse tige et mi-tige ;
- Les pépinières ; les surfaces affectées à la culture de plantes forestières, de sapins de Noël, de plantes ornementales ; les arbres en pot.

⁵ La LPrPNP, le RLPrPNP ainsi que la législation sur les forêts, la faune et sur les routes sont réservées.

Art. 5 Compétences

¹ La municipalité assure la surveillance du patrimoine arboré soumis au présent règlement, y compris des arbres remarquables, des mesures de compensation, des arbres portés à un inventaire local ou

³ Source : Directive concernant les mesures à prendre lors de travaux à proximité des arbres. République et Canton de Genève – Département de l'intérieur et de la mobilité – Direction de la nature et du paysage. Version 3.0, novembre 2011

⁴ Peuvent être notamment concernés des arbres fruitiers haute-tige, des allées d'arbres ou des buissons intercalaires de grandes cultures, dont les essences sont choisies comme bois de production ou pour leurs bénéfices escomptés sur les cultures attenantes

régional, ainsi que des objets et ensembles du patrimoine arboré classés par l'autorité cantonale. La surveillance s'étend à l'ensemble du territoire communal.

² La municipalité établit l'inventaire des arbres qui par leur âge, circonférence, intérêt dendrologique, valeur paysagère, historique ou culturelle sont à inscrire à l'inventaire cantonal des arbres remarquables. Elle les communique à la Direction générale de l'environnement - division Biodiversité et paysage (ci-après : DGE-BIODIV).

³ La municipalité peut également désigner des arbres remarquables d'importance locale à inscrire dans un inventaire communal.

⁴ Pour assurer une protection supplémentaire d'un objet, la municipalité peut procéder à son classement ou à son affectation. Le périmètre s'étend à la surface nécessaire au maintien de l'objet.

⁵ La municipalité est compétente pour délivrer les dérogations prévues par le présent règlement.

⁶ Pour les arbres remarquables inscrits à l'inventaire cantonal, la municipalité transmet les demandes de dérogation à la DGE-BIODIV, sous réserve de délégations en sa faveur.

CHAPITRE 2 - DEROGATIONS A LA CONSERVATION DU PATRIMOINE ARBORE

Art. 6 Suppression, abattage ou élagage

¹ L'abattage, la suppression ou l'élagage excédant l'entretien courant d'un élément du patrimoine arboré protégé par le présent règlement ne peut être effectué qu'avec l'autorisation écrite préalable de la municipalité.

Art. 7 Autorisation de suppression et d'élagage et procédure

¹ La requête doit être adressée par écrit à la municipalité, dûment motivée et accompagnée :

- a. d'un plan de situation ou d'un croquis précisant l'emplacement du patrimoine arboré à supprimer ou à élaguer au-delà d'un entretien courant, avec précision des essences et, en cas d'arbres, de leur hauteur et leur âge approximatif ;
- b. de photographies des lieux ;
- c. d'un plan des plantations compensatoires avec la liste des essences et la hauteur des arbres de remplacement ;
- d. d'éventuelles autres mesures compensatoires au sens de l'art. 10 du présent règlement.

² L'ombrage, la réduction de la vue, le débordement de branches ou de racines ou tout autre désagrément usuel occasionné par le patrimoine arboré protégé ne constituent pas de justes motifs d'abattage. L'art. 61 du Code rural et foncier du 7 décembre 1987 (CRF) est réservé.

³ La demande de dérogation est publiée dans la Feuille des avis officiels du Canton de Vaud lorsqu'elle concerne un arbre remarquable ou lorsqu'elle est coordonnée avec une demande de permis de construire. Dans les autres cas, elle est affichée au pilier public communal et publiée sur le site internet de la commune. Pendant le délai d'enquête, tout intéressé peut déposer une opposition écrite et motivée au greffe municipal.

⁴ La municipalité statue sur la demande et sur les oppositions éventuelles.

⁵ La municipalité définit la durée de validité de l'autorisation. Elle n'excédera pas deux ans.

⁶ La procédure et la répartition des compétences pour le traitement des demandes de dérogation sont décrites en annexe 2 du présent règlement.

⁷ En cas d'abattages pour éclaircir des bosquets, cordons boisés et autres surfaces arborées trop denses ou pour favoriser le développement d'autres arbres, la municipalité est consultée au préalable afin de vérifier qu'il s'agit d'interventions sans préjudice pour la conservation du patrimoine arboré au sens de l'annexe 3 du RLPrPNP. Ils ne font pas l'objet d'affichage au pilier public.

⁸ Le déplacement de haies, boqueteaux et bosquets doit obtenir l'accord préalable de la municipalité.

Art. 8 Arbres dangereux, morts ou secs, endommagés ou tombés lors d'événements naturels

¹ La municipalité peut autoriser un abattage immédiat (art. 15 al. 4 LPrPNP) en cas :

- a. de danger sécuritaire imminent;
- b. d'arbres morts ou secs ;
- c. d'événements naturels (tempête, orage, neige lourde, etc.) causant des dommages importants au patrimoine arboré protégé ou entraînant la chute d'arbres protégés.

² En cas de danger sécuritaire imminent, d'arbres morts ou secs, la situation de l'arbre et son état sécuritaire sont documentés par des photographies pour permettre d'ordonner la réalisation d'une plantation compensatoire selon l'art. 9 du présent règlement.

³ En cas d'événements naturels, la municipalité peut exiger des plantations compensatoires pour les arbres abattus, en tenant compte de la situation exceptionnelle. Elle peut accorder un délai prolongé pour la réalisation de ces plantations et participer aux frais de plantation.

Art. 9 Plantation compensatoire

¹ L'autorisation de supprimer un élément du patrimoine arboré est assortie de l'obligation pour le bénéficiaire de procéder, à ses frais, dans un délai d'un an à compter de l'octroi de l'autorisation dérogatoire, respectivement du permis d'habiter ou d'utiliser en cas de suppression ou d'élagage lié à un permis de construire, à une plantation compensatoire, selon le principe de un pour un.

² La plantation est déterminée d'entente avec la municipalité (nombre, essence, taille à la plantation, surface, fonction, délai d'exécution). Le choix des essences doit tenir compte des données de l'[Observatoire de l'écosystème forestier](#) et prendre en compte les prévisions d'évolution de la température.

³ En annexe 3 du présent règlement, la municipalité met à disposition une liste d'arbres qui peuvent être utilisés pour les plantations compensatoires. Dans la zone agricole, les plantations compensatoires sont composées uniquement d'essences indigènes adaptées aux conditions de la station ou d'anciennes variétés d'arbres fruitiers haute tige.

⁴ Les plantations compensatoires doivent se conformer aux dispositions du CRF, notamment aux distances à respecter depuis les limites de la parcelle voisine. Le choix de l'emplacement devra tenir compte de la présence éventuelle de conduites souterraines telles que conduites d'eau ou de gaz, câbles électriques.

⁵ En règle générale, la plantation compensatoire doit être effectuée sur le fonds où est situé l'élément du patrimoine arboré à supprimer. Toutefois, elle peut être faite sur une parcelle voisine, pour autant que son propriétaire s'engage à se substituer au bénéficiaire de l'autorisation. Cet élément doit être spécifié dans l'autorisation.

Art. 10 Mesures de compensation alternatives

¹ Dans les zones à bâtir où la canopée est suffisante et dès lors que l'abattage ne crée pas de nouveaux îlots de chaleur, le bénéficiaire de l'autorisation peut mettre en place des mesures de compensation alternatives (art. 21 al. 3 RLPrPNP).

² Les mesures et moyens admis sont notamment :

- Création d'un étang, plan d'eau écologique
- Installation d'une prairie fleurie
- Installation d'une surface rudérale (y compris substrat minéral)
- Dégrappage ou désimperméabilisation avec plantation de buissons
- Création d'un muret en pierres sèches
- Ouvrage écologique de gestion des eaux pluviales
- Assainissement de pièges ou obstacles pour la petite faune (rendre les clôtures perméables)

³ La municipalité statue sur la mesure de compensation alternative ainsi que le fonds sur lequel elle sera réalisée.

Art. 11 Exécution et surveillance des plantations compensatoires et des mesures alternatives

¹ La municipalité assure le contrôle de l'exécution des plantations compensatoires ou des mesures alternatives, ainsi qu'un contrôle dans les 3 ans. En cas de mort de la plantation compensatoire ou de malfaçon de la mesure alternative, la municipalité ordonne des mesures correctives, à charge du bénéficiaire de l'autorisation.

² La municipalité tient un registre des éléments du patrimoine arboré supprimés, des plantations compensatoires, ainsi que des mesures de compensation alternatives, avec leurs coordonnées. Elle transmet les données relatives aux suppressions et plantations compensatoires effectuées sur des surfaces agricoles au service cantonal en charge de l'agriculture.

³ Les plantations compensatoires bénéficient d'office de la protection ; les mesures alternatives sont inscrites à l'inventaire des biotopes d'importance locale.

CHAPITRE 3 – ABATTAGES, SUPPRESSIONS ILLICITES

Art. 12 Abattages, suppressions illicites

¹ Toute intervention sur le patrimoine arboré qui va au-delà des mesures de l'annexe 3 du RLPrPNP, de même que tout élagage et écimage inconsidérés et non exécutés dans les règles de l'art, seront assimilés à un abattage effectué sans autorisation.

² Il est interdit de détruire le patrimoine arboré ou de le mutiler par le feu ou tout autre procédé.

³ Des travaux ou des fouilles réalisés dans l'espace vital de l'arbre sont assimilés à un abattage effectué sans autorisation.

⁴ En cas d'atteinte illicite au patrimoine arboré, la municipalité pourra exiger en plus de l'application des sanctions prévues à l'art. 20, une plantation compensatoire (art. 15 al. 5 RLPrPNP). Si la plantation compensatoire n'est pas possible, la taxe compensatoire prévue à l'art. 16 du présent règlement sera due en tant que taxe spéciale au sens de l'art. 4 de la loi cantonale du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux (LCom⁵).

CHAPITRE 4 – ENTRETIEN ET DEVELOPPEMENT DU PATRIMOINE ARBORE

Art. 13 Entretien

¹ L'entretien du patrimoine arboré est à la charge des propriétaires (art. 14 al. 3 LPrPNP). Cependant, lorsque l'entretien devient trop onéreux et que la municipalité refuse d'autoriser la suppression de ce patrimoine, son entretien incombe à la Commune. Le propriétaire doit prouver son incapacité à assumer financièrement l'entretien de son patrimoine arboré.

² Une subvention peut être octroyée pour des soins spéciaux si l'arbre est inscrit à l'inventaire cantonal des arbres remarquables.

³ Lorsqu'un arbre borde une allée ou une place, une surface au sol suffisante autour du tronc doit être maintenue libre pour l'irrigation et la respiration des racines. Si besoin est, des constructions appropriées sont réalisées afin de protéger les racines de l'infiltration de substances dommageables.

⁴ La taille des branches et des haies ainsi que les recépages au niveau du sol doivent se réaliser au moyen d'outils tranchants qui ne font pas éclater les branches et les troncs.

⁵ L'entretien des haies ne doit pas se réaliser pendant la période comprise entre l'éclatement des bourgeons et la chute naturelle des feuilles des buissons caducs de la région.

⁶ Le recépage des haies doit être réalisé en plusieurs étapes annuelles. La périodicité à respecter entre deux recépages est de 10 ans au minimum. Toutefois, la périodicité entre deux recépages peut être raccourcie si les travaux s'inscrivent dans un projet validé visant la qualité du paysage ou la promotion de la biodiversité.

⁵ BLV 650.11

⁷ Les arbres isolés présents dans la haie ne sont pas recépés, mais ils peuvent être éclaircis pour favoriser le développement de la strate buissonnante.

⁸ Les haies de plus de 50 m de longueur sont recépées au maximum sur le tiers de leur longueur.

Art. 14 Développement du patrimoine arboré dans l'espace bâti et la zone à bâtir

¹ Le développement du patrimoine arboré dans l'espace bâti et la zone à bâtir vise notamment à :

- a. accroître les plantations en vue d'atteindre un pourcentage suffisant de canopée ;
- b. améliorer les conditions de développement des arbres existants ;
- c. renouveler les arbres abîmés, blessés ou présentant un danger, pour en replanter dans de meilleures conditions ;
- d. réduire les îlots de chaleur ;
- e. réguler l'infiltration et l'épuration des eaux ;
- f. augmenter la biodiversité.

² Les mesures à mettre en œuvre doivent tenir compte des contraintes des lieux et veiller à diversifier autant que possible les essences en privilégiant si possible des espèces indigènes adaptées au changement climatique. Les plantations doivent être réalisées prioritairement dans des espaces de pleine terre.

³ Le développement du patrimoine arboré est notamment assuré par :

- a. la plantation de nouveaux arbres, d'allées ou de groupes d'arbres, en particulier dans les espaces publics, les parcs, jardins et squares, cimetières et parkings ;
- b. l'arborisation et la végétalisation des banquettes, des trottoirs et des ronds points ;
- c. des fosses de plantation de dimension et de qualité⁶ aptes à assurer un développement optimal du patrimoine arboré.

⁴ Les collaborations avec les propriétaires privés et les acteurs du secteur économique sont favorisées, notamment en créant des chartes de bonnes pratiques, en multipliant les occasions de plantations volontaires lors des journées citoyennes et des fêtes, en intégrant dans chaque projet une place pour la végétalisation et l'arborisation.

Art. 15 Développement du patrimoine arboré dans les surfaces agricoles

¹ Le renforcement du patrimoine arboré dans les surfaces agricoles est réalisé en concertation avec les propriétaires et exploitants concernés.

² Le développement du patrimoine arboré est notamment assuré par la plantation d'arbres fruitiers haute tige, d'arbres isolés indigènes adaptés au site et allées d'arbres, de haies basses, arbustives et arborées, de brise-vent, bosquets, talus boisés et berges boisées.

³ Les modalités de plantation respectent les directives découlant de l'Ordonnance fédérale du 23 octobre 2013 sur les paiements directs (OPD⁷).

⁴ Le statut des plantations est renseigné dans le système d'information agricole.

CHAPITRE 5 – TAXE COMPENSATOIRE ET FONDS DE DEVELOPPEMENT DU PATRIMOINE ARBORE

Art. 16 Taxe compensatoire

¹ Dans les cas où la suppression est requise pour des motifs d'aménagement ou de construction, ou raison impérieuse dûment motivée, et que les circonstances ne permettent pas une plantation compensatoire équivalente, le bénéficiaire de l'autorisation d'abattage sera astreint au paiement d'une taxe compensatoire (art. 16 LPrPNP).

⁶ Les critères de qualité sont précisés dans l'annexe de la [Directive cantonale sur la protection des sols sur les chantiers DMP 863, 2019](#)

⁷ RS 910.13

² Le produit de la taxe compensatoire, distinct des recettes générales de la Commune, est affecté à l'approvisionnement d'un fonds communal, créé à cet effet, appelé « Fonds du développement du patrimoine arboré » de la commune, à l'exception de celui à caractère forestier.

³ Pour les arbres, la taxe est calculée sur la base de l'annexe 4 du RLPrPNP.

⁴ Pour le reste du patrimoine arboré, la taxe est de CHF 800.- au minimum et de CHF 10'000.- au maximum. Elle doit couvrir les frais de reconstitution ou de remplacement de la valeur naturelle supprimée.

Art. 17 Utilisation du fonds de développement du patrimoine arboré

¹ Le fonds est alloué prioritairement aux mesures suivantes :

- a. Dans l'espace bâti et la zone à bâtir, à la création d'îlots de fraîcheur et à l'augmentation du pourcentage de la canopée ;
- b. Dans la zone agricole, à la plantation de haies et d'arbustes indigènes diversifiés.

² La municipalité est responsable de l'utilisation du fonds et de sa gestion comptable.

Art. 18 Dissolution

¹ En cas de dissolution du fonds, le conseil général décide, sur proposition de la municipalité, dans le respect de l'art. 16 al. 3 LPrPNP, de l'affectation du solde restant.

CHAPITRE 6 - RECOURS ET SANCTIONS

Art. 19 Recours

¹ Toute décision de la municipalité prise en application du présent règlement est susceptible d'un recours au Tribunal cantonal, Cour de droit administratif et public.

² Le recours s'exerce dans les 30 jours qui suivent la communication de la décision municipale, la date du timbre postal faisant foi, conformément aux dispositions de la loi du 28 octobre 2008 sur la procédure administrative (LPA-VD⁸).

Art. 20 Sanctions

¹ Celui qui contrevient au présent règlement est passible d'une amende en application de l'art. 62 LPrPNP.

² La poursuite a lieu conformément à la loi du 19 mai 2009 sur les contraventions (LContr⁹).

CHAPITRE 7 – DISPOSITIONS FINALES

Art. 21 Dispositions d'application

¹ La municipalité peut édicter une directive d'application établissant :

- a. La création d'une commission consultative en matière de protection du patrimoine arboré ;
- b. Des directives pour l'identification des arbres d'importance communale ;
- c. Les modalités de classement des arbres d'importance cantonale ou communale ;

⁸ BLV 173.36

⁹ BLV 312.11

Art. 22 Dispositions finales

¹ Pour tout ce qui ne figure pas dans le présent règlement, il sera fait référence à la LPrPNP et son règlement d'application.

Art. 23 Abrogation

¹ Le présent règlement abroge le règlement communal sur la protection des arbres du 21 novembre 2014

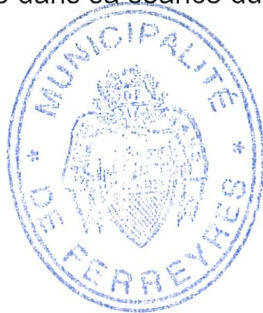
Art. 24 Entrée en vigueur

¹ La municipalité est chargée de l'exécution du présent règlement.

² La municipalité fixe la date de l'entrée en vigueur du présent règlement après adoption par le Conseil général et approbation par le Chef du Département de la jeunesse, de l'environnement et de la sécurité. L'art. 94 al. 2 de la loi du 28 février 1956 sur les communes est réservé (LC).

Adopté par la Municipalité dans sa séance du 18.08.2025.

Le Syndic

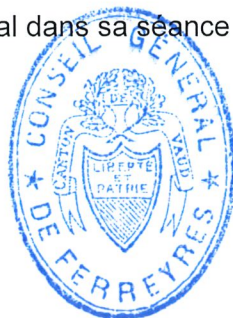


La Secrétaire



Adopté par le Conseil général dans sa séance du 9 mars 2026

Le Président



La Secrétaire



Approuvé par le Chef du Département de la jeunesse, de l'environnement et de la sécurité en date du

12.5.26



Entrée en vigueur : 1er juillet 2026

Annexe 1 : Espèces ligneuses appartenant à la liste des organismes exotiques envahissants (art. 4 al. 4 let. a) (annexe 5 RLPrPNP)

Nom français	Nom latin
Mimosa blanchâtre	<i>Acacia dealbata</i>
Ailante glanduleux, arbre des dieux, faux vernis du Japon	<i>Ailanthus altissima</i>
Mûrier de Chine	<i>Broussonetia papyrifera</i>
Buddléia de David, arbre aux papillons, arbuste aux papillons, Buddléia	<i>Buddleja davidii</i>
Cornouiller soyeux, cornouiller stolonifère, cornouiller osier	<i>Cornus sericea</i>
Cotonéaster horizontal	<i>Cotoneaster horizontalis</i>
Paulownia	<i>Paulownia tomentosa</i>
Bambou moyen, bambou doré	<i>Phyllostachys aurea</i>
Laurier-cerise	<i>Prunus laurocerasus</i>
Merisier tardif, cerisier tardif, cerisier noir, cerisier d'automne	<i>Prunus serotina</i>
Bambou du Japon	<i>Pseudosasa japonica</i>
Puéraire hérissée	<i>Pueraria lobata</i>
Renouées asiatiques hybrides incl.	<i>Reynoutria spp.</i> (<i>Fallopia spp.</i> , <i>Polygonum polystachyum</i> , <i>P. cuspidatum</i> , <i>P. perfoliatum</i>)
Sumac, vinaigrier, sumac de Virginie, sumac amarante, fausse massette	<i>Rhus typhina</i>
Robinier, robinier faux-acacia, cassie, carouge, acacia du pays, acacia	<i>Robinia pseudoacacia</i>
Ronce d'Arménie	<i>Rubus armeniacus</i>
Palmier chanvre, palmier de Chine, palmier de Chusan	<i>Trachycarpus fortunei</i>
Arbre à la gale	<i>Toxicodendron radicans</i>

Annexe 2 : Procédure pour les demandes de dérogation (art. 7, al. 6)

Type de dérogation	Enquête publique (art. 15 al. 3ter LPrPNP)	Responsable (art. 15 al. 2 LPrPNP)	Procédure
Sans lien avec un permis de construire	Pilier public et site internet commune	Commune	<ul style="list-style-type: none"> - La requête est adressée à la commune au moyen d'un formulaire ad hoc ; - La commune affiche la demande au pilier public pendant 30 jours ; - La commune examine le dossier et peut demander des compléments ou des modifications ; - La commune informe le requérant ainsi que les éventuels opposants de sa décision ; - La décision entre en force lorsqu'aucun recours n'a été déposé dans le délai de 30 jours.
En lien avec un permis de construire, avec procédure simplifiée (autorisation municipale sans enquête publique)	Pilier public et site internet commune	Commune	<ul style="list-style-type: none"> - La requête est adressée à la commune au moyen d'un formulaire ad hoc ; - La commune affiche la demande au pilier public pendant 30 jours ; - La commune examine le dossier et peut demander des compléments ou des modifications ; - La commune informe le requérant ainsi que les éventuels opposants de sa décision ; - La décision entre en force lorsqu'aucun recours n'a été déposé dans le délai de 30 jours.
En lien avec un permis de construire, avec procédure ordinaire (enquête publique, circulation CAMAC)	FAO	Commune	<ul style="list-style-type: none"> - La requête est adressée à la commune avec le dossier de demande de permis de construire (coordination); - La commune transmet à la CAMAC les éventuelles oppositions ; - La CAMAC transmet à la commune l'ensemble des décisions dans une communication unique ; - Une fois la synthèse CAMAC reçue, la commune rend sa décision ; - La commune informe le requérant ainsi que les éventuels opposants de sa décision ; - La décision entre en force lorsqu'aucun recours n'a été déposé dans le délai de 30 jours.
Concernant un arbre remarquable	FAO	Canton*	<ul style="list-style-type: none"> - La requête est adressée à la commune au moyen d'un formulaire ad hoc ; - La commune transmet le dossier à la DGE-BIODIV ; - La DGE-BIODIV publie la demande dans la FAO pendant 30 jours ; - La DGE-BIODIV examine le dossier et peut demander des compléments ou des modifications ; - La DGE-BIODIV informe le requérant ainsi que les éventuels opposants de sa décision, avec copie à la commune ; - La décision entre en force lorsqu'aucun recours n'a été déposé dans le délai de 30 jours.

*Contact : Direction générale de l'environnement (DGE)

Division biodiversité et paysage, section Nature dans l'espace bâti et paysage

Av. de Valmont 30b – 1014 Lausanne / Tél. 021 316 44 22 - info.biodiversite@vd.ch

Annexe 3 : Liste d'arbres pouvant être utilisés pour les plantations compensatoires (art. 9 al. 3)

Nom commun	Essence	Essence indigène	Adaptation climatique	Type de sol	Hauteur	Fleurs	Toxicité	Faune	Comestible
Bouleau noir	Betula nigra	oui	+++	pas trop sec, non argileux à pH élevé	10 à 15m	vert (avril)	non toxique	papillon	
Aulne blanchâtre	Alnus incana	oui	++	calcicole, supporte les sols secs	12 à 18m	violet (février)	non toxique		
Aulne glutineux	Alnus glutinosa	oui	++	humide à très humide, pas trop pauvre	10 à 20m	beige (mars)	non toxique		
Merisier, Cerisier sauvage	Prunus avium	oui	++	sol calcaire, fertile, sableux	15 à 20m	blanc (avril)	non toxique	mellifère, papillon, oiseaux	fruits
Charme commun	Carpinus betulus	oui	++	peu d'exigences sur la nature du sol ; préfère les sols limoneux	15 à 20m	vert (avril)	non toxique		
Châtaignier	Castanea sativa	oui	++	sol aéré, fertile contenant de l'humus	20 à 30m	crème (juin)	non toxique	mellifère, papillon	fruits
Cyprès chauve	Taxodium distichum	oui	++	retenant l'humidité à marécageux, mais aussi moyennement sec	18 à 30m	discrètes	non toxique		
Érable champêtre	Acer campestre	oui	++	tous, sauf les sols sableux pauvres et secs	12m	vert (mai)	non toxique	mellifère, papillon	
Érable de Norvège	Acer platanoides	oui	++	tous, sauf les sols tourbeux	20 à 30m	vert (avril)	non toxique	mellifère, papillon	
Érable sycomore	Acer pseudoplanus	oui	++	tous	25 à 30m	vert (avril)	non toxique	mellifère	
Arbre à soie	Albizia julibrissin	non	+++	supporte la sécheresse	8 à 15m	rose (juillet)	non toxique	mellifère	
Virgilier jaune	Cladrastis kentukea	non	+++	sols argileux et sableux	8 à 10m	blanc (mai)	non toxique	mellifère	
Févier d'amérique 'Skyline'	Gleditsia triacanthos 'Skyline'	non	+++	peu exigeant	15 à 20m	vert (juin)	non toxique	mellifère	
Chicot	Gymnocladus dioica	non	+++	sol bien drainé	10 à 30m	blanc (juin)	non toxique	mellifère	
Chêne a feuilles de châtaignier	Quercus castaneifolia	non	++	de préférence calcaire, pas trop humide	30m	doré (mai)	non toxique		

Chêne de Hongrie	Quercus frainetto	non	++	riche en nutriments, de préférence argileux	20 à 25m	doré (mai)	non toxique		
Chêne pédonculé, Chêne commun	Quercus robur	oui	++	riche en nutriments et retenant l'humidité	25 à 30m	jaune-vert (mai)	non toxique	papillon, oiseaux	
Chêne Lombard, Doucier	Quercus cerris	non	+++	de préférence riche en calcaire	20 à 30m	doré (mai)	non toxique	oiseaux	
Chêne sessile, Chêne rouvre	Quercus petraea	oui	+++	riche en nutriments, repoussant la sécheresse	25 à 30m	doré (mai)	non toxique	papillon, oiseaux	
Chêne vert	Quercus ilex	non	++	sec et riche en calcaire	20m	doré (mai)	non toxique	papillon	
Frêne commun, Grand frêne	Fraxinus excelsior	oui	++	humide, riche en nutriments	25 à 30m	vert (avril)	non toxique		
Hêtre commun	Fagus sylvatica	oui	++	sol bien drainé, riche en humus, pas trop humide	30 à 35m	vert (mai)	non toxique		
If commun	Taxus baccata	oui	++	bien drainé	10 à 15m	discrètes	toxique	mellifère, oiseaux	
Marronnier d'Inde	Aesculus hippocastanum	oui	++	peu d'exigences, supporte le revêtement et le pavage	20 à 25m	blanc (mai)	non toxique	mellifère	
Mûrier blanc	Morus alba	non	+++	léger et bien drainé, de préférence calcaire	8 à 10m	blanc (mai)	non toxique	oiseaux	fruits
Mûrier platane	Morus platanifolia	non	+++	léger et bien drainé, pas trop secs à frais	6 à 8m	vert (mai)	non toxique	oiseaux	fruits
Mûrier noir	Morus nigra	non	+++	sol bien drainé retenant l'humidité, de préférence calcaire	6 à 10m	vert (mai)	non toxique	oiseaux	fruits
Noyer commun, Noyer royal	Juglans regia	oui	++	sol riche en calcaire retenant l'humidité	15 à 30m	vert (mai)	non toxique		fruits
Peuplier tremble	Populus tremula	oui	++	tous	25 à 30m	gris clair (février)	non toxique	papillon	
Pin sylvestre	Pinus sylvestris	oui	++	bien drainé et sec, légèrement acide	10 à 30m	discrètes	non toxique	oiseaux	
Platane d'Orient	Platanus orientalis	oui	++	tous, pas trop calcaires	30 à 35m	vert (mai)	non toxique		
Prunus spinosa	Prunus sp.	oui	++	sol argileux, limoneux, sableux, riche en calcaire	4 à 6m	blanc (mars)	non toxique	papillon, oiseaux	fruits

Cerisier du Tibet	<i>Prunus yedoensis</i>	non	++	tous, pas de sol humide	6 à 10m	blanc (avril)	non toxique	mellifère, oiseaux	fruits
Poirier de Chine	<i>Pyrus calleryana</i>	non	++	sol argileux, sableux, caillouteux	6 à 10m	blanc (avril)	non toxique	oiseaux	
Érable trident	<i>Acer buergerianum</i>	non	++	bien drainé, de légèrement acide à acide	12 à 20m	crème (juin)	non toxique	mellifère	
Saule blanc	<i>Salix alba</i>	oui	++	humide et aqueux, de préférence calcaire	20 à 25m	jaune (avril)	non toxique	mellifère, papillon	
Saule fragile, Saule rouge	<i>Salix fragilis</i>	oui	++	peu exigeant, supporte les sols humides à marécageux	10 à 15m	vert-jaune (avril)	non toxique	papillon	
Saule marsault, Saule mâle	<i>Salix caprea</i>	oui	++	peu exigeant, supporte beaucoup d'humidité	6 à 10m	doré (avril)	non toxique	papillon	
Tilleul à grandes feuilles	<i>Tilia platyphyllos</i>	oui	++	tous	30 à 35m	jaune (juin)	non toxique	mellifère, papillon	
Tilleul à petites feuilles, Tilleul d'hiver	<i>Tilia cordata</i>	oui	++	tous, supporte la sécheresse	20 à 25m	jaune-crème (juin)	non toxique	mellifère, papillon	fruits (tisane)
Micocoulier occidental	<i>Celtis occidentalis</i>	non	+++	peu d'exigences sur la nature du sol	8 à 15m	vert (avril)	non toxique	mellifère, papillon	
Orme de Caucase	<i>Zelkova carpinifolia</i>	non	++	humifère, humide et argileux	25 à 30m	discrètes	non toxique		